

# Le pouvoir aux travailleurs

23 JUIN 1996

N° 36

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- GUERRE DU LIBERIA: LES POPULATIONS DE LA SOUS-REGION NE SONT PAS A L'ABRI .....	2 - 3
- CONFLITS INTER-ETHNIQUES: LES SEULS ETRANGERS, CE SONT LES EXPLOITEURS .....	4
- LA TORNADE ET LA PAUVRETE ONT FAIT DES MORTS .....	5 - 6
- LES DETOURNEMENTS DES CAISSES DE L'ETAT, UN MOYEN COMME UN AUTRE DE S'ENRICHIR ....	6 - 7
- L'EXPLOITATION DES ENFANTS, UNE REALITE	7 - 8
- REFUGIES LIBERIENS EN MER: LA VIE DES PAUVRES NE COMPTE PAS .....	8 - 9
- "SERVIR" OU SE SERVIR ? .....	9
- LA MALADIE DE LA "VACHE FOLLE" OU COMMENT LE CAPITALISME PEUT EMPOISONNER LES POPULATIONS .....	10
IL Y A VINGT ANS ECLATAIT LA REVOLTE DE SOWETO .....	10 - 11

**GUERRE DU LIBERIA  
LES POPULATIONS DE LA SOUS-REGION  
NE SONT PAS A L'ABRI**

Le 7 juin dernier, une attaque meurtrière d'un village de la sous-préfecture de Toulépleu, par un groupe de rebelles libériens, a fait une quinzaine de morts, plusieurs blessés et plus d'une vingtaine de personnes portées disparues, sans parler des pillages et de nombreux dégâts matériels.

Ce n'est pas la première fois que des villages de cette région (à la frontière libérienne) subissent des attaques meurtrières de ce genre. Il y en a malheureusement déjà eu de nombreuses autres ces dernières années.

C'est que la guerre du Libéria ne se limite plus dans les seules frontières de ce pays. Depuis quelques années, elle a tendance à déborder le cadre libérien pour toucher certains pays voisins. C'est ainsi qu'en 1993, ce n'était pas seulement au Libéria mais aussi en Sierra Leone, que deux bandes armées rivales (l'ULIMO et le NPF) s'étaient féroce-ment combattues.

De par même le caractère ethnique de la guerre, les chefs des bandes armées ne se contentent pas seulement de recruter leurs hommes dans les ethnies du Libéria, mais ils cherchent aussi à avoir au moins le soutien des mêmes ethnies qui se trouvent de l'autre côté de la frontière. De plus, les chefs des bandes armées bénéficient officieusement des appuis politiques et matériels de certains pays impérialistes par le biais des dirigeants des pays voisins.

Ainsi, le Ghana, par exemple, dénonce de temps en temps les complicités dont bénéficie le NPF de Charles Taylor de la

**CONFLITS INTER-ETHNIQUES :  
LES SEULS ETRANGERS,  
CE SONT LES EXPLOITEURS**

Le 31 mai, des incidents se sont produits entre Guéré et Burkinabé. Il en est résulté 15 morts et plusieurs blessés. Les campements de travailleurs agricoles d'origine Burkinabé ont été incendiés et leurs habitants ont dû fuir les lieux. Il est difficile de connaître la nature exacte de l'altercation de départ, de l'étincelle qui a mis le feu aux poudres.

Selon le communiqué du ministère de l'intérieur, l'acte meurtrier initial serait celui d'un malade "d'origine allogène Burkinabé". S'en serait suivie une réaction violente des "autochtones" en colère. "Allogènes, autochtones, nationaux, étrangers": ce sont là des qualificatifs que tous les journalistes ainsi que les dirigeants politiques utilisent sans arrêt.

Le ministre Bandama a même déclaré que "les étrangers ne contribuent pas au développement de nos villages"... "Maintenant que les Burkinabés ont décidé de s'attaquer à nous, nous refusons leur cohabitation".

Le ton est donné d'en haut. Dans ce cas comment s'étonner que dès racistes ne se sentent pas encouragés pour passer de la parole aux actes.

Qu'ils soient nationaux ou qu'ils soient d'origine étrangère, tous les travailleurs, tous les paysans pauvres ont les mêmes intérêts. Les Burkinabés sont en Côte d'Ivoire depuis

plusieurs générations. La frontière entre les deux pays est de fraîche date. Il y avait la Haute Volta et il y avait la Basse-Côte. Le canal de Vridi ainsi que le port d'Abidjan ont été construits grâce aux travaux forcés effectués par des déportations massives de milliers de paysans arrachés aux villages Voltaïques.

Aujourd'hui le pouvoir et les classes dominantes veulent instaurer une division entre les Ivoiriens et ceux qui ne le seraient pas. Mais tout cela, ce sont des calculs de gens mal-intentionnés qui cherchent à rendre encore plus vulnérable une partie des travailleurs qu'ils désignent du doigt. Se sentant étrangers ou allogènes ils seraient suffisamment culpabilisés pour accepter d'être corvéables à merci.

Alors, oui en Côte d'Ivoire il y a des étrangers mais ce ne sont pas les travailleurs, même si eux-mêmes ou leurs parents sont venus de l'autre côté de la frontière tracée de fraîche date par les colonisateurs. Les étrangers, ce sont tous ces parasites bien de chez nous, fiers de leur ivoirité. Ces gens là sont des exploiters. Pour mieux surexploiter une partie des travailleurs ils les désignent du doigt.

Les paysans pauvres, les travailleurs ont au contraire intérêt à s'unir pour faire face à leurs exploiters et oppresseurs communs.

part des dirigeants ivoiriens pour vendre le fer et les diamants dont il contrôle l'exploitation et acheter des armes à l'extérieur. Et les dirigeants ivoiriens ne peuvent pas prendre l'initiative d'une telle aide au NPF sans au moins l'accord de la France. Mais le Ghana lui-même et le Nigéria, au travers de l'ECOMOG (force d'interposition financée par les USA), assurent la présence américaine pour le cas où il y aurait un arbitrage éventuel. Cette présence des USA (qui ont d'ailleurs des intérêts non négligeables au Libéria) est assurée aussi par l'aide que ceux-ci, semble-t-il, apportent à la bande armée rivale, l'ULIMO.

C'est donc à travers tous ces soutiens, à des degrés divers, que la guerre du Libéria trouve ses prolongements dans certains pays voisins. Cette guerre risque ainsi d'embraser toute la sous-région, pas seulement à cause de l'irresponsabilité des chefs des bandes armées, mais aussi à cause des puissances impérialistes et de notre propre bourgeoisie qui l'attisent indirectement.

Et dans le cas d'un embrasement régional, c'est toutes les populations de la sous-région qui seront victimes des pillages, viols et massacres, comme cela se passe actuellement au Libéria. Les pauvres se trouveront entassés dans un gigantesque camp de réfugiés où il faudra tenter de survivre dans des conditions inhumaines.

La dernière attaque meurtrière dont ont été victimes les habitants du village de Toulépleu était donc une sorte d'alerte face à un danger autrement plus dramatique. Les populations de Côte d'Ivoire et de la sous-région n'ont aucun intérêt à se laisser entraîner dans une guerre ethnique où elles n'auront rien à garder, mais tout à perdre - à commencer par leurs vies.

## LA TORNADE ET LA PAUVRETE ONT FAIT DES MORTS

Dans la nuit du 30 au 31 mai, une tornade s'est abattue sur Abidjan. Un déluge de boue et de gravas a saccagé de nombreux quartiers populaires. Les quartiers dits "précaires" c'est-à-dire les bidons villes, ont payé le plus lourd tribut.

Le bilan est lourd: 31 morts selon la presse. Mais ce chiffre est sans doute en dessous de la réalité car certaines familles sont tellement démunies qu'elles n'osent même pas déclarer leurs morts de peur de ne pas pouvoir payer les frais des procédures administratives et des pompes funèbres.

Une petite solidarité entre les gens eux-mêmes, au sein des communautés et entre voisins a permis à certains d'éviter le pire. Selon la presse, environ 200 familles sont encore sinistrées. Elles ont perdu le peu de biens et ne savent où et avec quels moyens elles pourraient trouver un abri. La saison des pluies n'est pas terminée, loin s'en faut. Si jamais des pluies importantes tombaient à nouveau, il leur serait difficile d'y échapper une deuxième fois.

Devant cette situation dramatique, les pouvoirs publics font preuve d'une passivité criminelle. Bédié, lui, s'est offert une petite publicité en remettant un chèque de 500 000F à chaque famille endeuillée.

Deux semaines après la catastrophe, l'association humanitaire AUDE ainsi que le maire du Plateau ont organisé une

remise des dons collectés auprès de certaines entreprises. Cette opération de charité a permis de récupérer quelques matelas et divers objets produits par telle ou telle entreprise de la place. Ces dons en quantité dérisoire remis lors d'une soirée avaient plutôt l'aspect d'une macabre opération publicitaire.

A la radio, des responsables gouvernementaux se contentent de donner quelques conseils qui ne leur coûtent rien: ils préconisent aux gens qui habitent les endroits inondables, d'instaurer eux-mêmes des tours de gardes pour surveiller une éventuelle montée des eaux. Aucun relogement n'a été prévu et les terrains constructibles seraient "en cours d'identification. Mais au lieu de secourir les victimes, Bombet, le ministre de l'intérieur et de l'intégration a plutôt eu le culot de rejeter la responsabilité de la catastrophe sur le dos des victimes elles-mêmes. Il déclare que "des dispositions vont être prises... pour que les familles ne s'installent pas dans les zones où existent des risques d'effondrement". D'ailleurs quelques jours après ces déclarations, la presse a annoncé que le quartier Gobelé à Cocody figure en première ligne d'une liste de bidonvilles à raser. Cela ne serait pas étonnant car ce genre d'opération il l'a déjà expérimenté contre les kiosques des petits vendeurs et contre les maquis situés le long des trottoirs. Cette opération

trouve un certain succès auprès des gens riches qui ne veulent pas voir devant leur nez la pauvreté dont ils se nourrissent. Il y a certainement toute une clientèle aisée et même de petits bourgeois parvenus, qui applaudissent à une telle opération de déguerpissement

visant cette fois les bidonvilles. Bombet osera-t-il? n'osera-t-il pas? L'avenir le dira. Mais la seule chose qui peut l'arrêter c'est que le camp des laissés-pour-compte et plus généralement celui de ceux qui produisent les richesses et qui en sont écartés, lui dise NON.

**LES DETOURNEMENTS DES CAISSES DE L'ETAT,  
UN MOYEN COMME UN AUTRE DE S'ENRICHIR**

Coup sur coup, trois affaires portant sur des détournements des fonds publics ou "d'abus de biens sociaux" suivies d'évasions des principaux acteurs ont éclaté au grand jour.

Il y a eu d'abord le financement à grand coup de publicité d'une usine fictive de transformation de café et la fuite de Thierry Tan, ce "Franco-asiatique", qui se serait enfui avec plusieurs milliards de francs CFA de l'Etat ainsi que de quelques petits gogos qui ont cru y trouver quelques profits faciles à réaliser.

Il y a eu ensuite l'évasion de Roger Nasra, ce "Libanais", auteur d'un détournement de 5 milliards du Trésor public.

C'est maintenant l'évasion de la Pisam du Français André Anthonin Grevet, qui avait écopé 20 ans de prison après avoir détourné plusieurs centaines de millions, qui défraie la chronique des journaux.

Suite à ces malversations qui éclaboussent le gouvernement, chacun y est allé de son petit couplet. Chacun a fait semblant d'être scandalisé par ces

affaires de corruption ou de détournement de l'argent des caisses de l'Etat. Les journaux gouvernementaux ont parlé de l'"ingratitude" de ces "étrangers" dont l'Etat ivoirien a fait confiance.

Bien sûr, quand ce genre d'affaires éclate au grand jour, cela n'arrange pas les gens du pouvoir qui préfèrent se sucrer tranquillement sans être dérangés. Parce que la réalité, c'est que ce genre d'affaires de détournement d'argent ne sont pas rares et font même partie du fonctionnement normal d'un Etat comme celui de la Côte d'Ivoire et de bien d'autres pays. Avoir une place dans l'appareil d'Etat est une aubaine et un moyen facile de s'enrichir pour ceux qui y accèdent. Et plus haut on est placé, mieux on peut piocher dans les caisses de l'Etat sans trop de risques.

Ces trois affaires qui ont éclaté ne forment en fait que le bout de l'iceberg. Les "étrangers" qui ont servi de boucs-émissaires ne sont probablement que des petits intermédiaires qui ont touché leur commission. D'ailleurs, quand l'Etat fait semblant de

lutter contre la corruption, c'est toujours quelques petits boucs-émissaires qu'on met en prison, histoire de montrer que le gouvernement fait quelque chose pour combattre le mal. Qui, par exemple, a entrepris quelque chose contre Houphouët alors qu'il avait ammassé une fortune colossale? Personne n'est dupe, tous ceux qui nous parlent aujourd'hui de développement de la Côte d'Ivoire, de bonheur pour tous, de l'ivoirité, ne sont pas les derniers à en profiter. Les beaux discours qui veulent toucher les fibres nationales de la population ne sont faits que pour mieux duper celle-ci.

Si ces trois intermédiaires ont réussi à fuir, c'était probablement dans l'intérêt de quelques hauts dignitaires de l'Etat. Ce Thierry Tan, par exemple, était déjà dans les affaires du gouvernement du temps de Houphouët. Il était en effet conseiller de plusieurs ministres dont celui de l'Economie. Il dirigeait par ailleurs de nombreuses petites affaires à Abidjan. Il n'était déjà probablement qu'un homme de paille au service de quelques dignitaires du régime. Et c'était probablement parce qu'il était maître en matière d'escroquerie qu'il avait pleinement sa place en tant que conseiller.

Quant à ce Libanais du nom de Roger Nasra, des journaux ont rapporté qu'il avait ses accès à la présidence. Quoi d'étonnant!

En ce qui concerne les journaux d'opposition, ils ont profité de ces quelques "scandales" pour faire de la propagande démagogique anti-libanaise à bon compte: pouvoir des Libanais sur les magistrats ivoiriens", évasion de la prison de Maca grâce à quelques billets de banque. Un des journaux d'opposition a même dressé une liste d'une quarantaine de noms de quelques petits escrocs d'origine libanaise, qui ont passé quelques jours à la MACA avant d'être "libérés".

Mais ces journaux montrent des petits libanais du doigt d'autant plus fortement qu'ils ont pour objectif de cacher le fait que les premiers à détourner les fonds de l'Etat et à user le plus de la corruption sont des bourgeois bien ivoiriens, au pouvoir ou pas. Ces journaux se gardent bien de dire qu'un bourgeois libanais, ivoirien ou français, c'est un bourgeois! Et tous autant qu'ils sont, ils sont là pour exploiter la classe ouvrière et en tirer le maximum de profit, d'une façon ou d'une autre.

Car il y en a qui volent en exploitant légalement les ouvriers du travail desquels ils s'enrichissent. Il y en a d'autres qui s'enrichissent en détournant tout bonnement l'argent des caisses de l'Etat. Et dans un cas comme dans l'autre, cet enrichissement se fait sur le dos des travailleurs.

### L'EXPLOITATION DES ENFANTS, UNE REALITE

Le Bureau International du Travail (BIT) ainsi que des ministres de 173 pays se sont

récemment réunis à Genève pour disserter, entre autres choses, sur le travail de enfants. Leur

constat, c'est que l'Afrique compterait 23,6 millions d'enfants au travail.

Un journaliste qui a écrit à ce sujet dans les colonnes de Frat-Mat s'est presque scandalisé en apprenant ces chiffres. Pour tourner cela en dérision, il argumente en disant que laver des assiettes, puiser de l'eau, faire la lessive ou vendre des journaux, ce n'est pas du travail. "Où est le drame", demande-t-il? C'est à se demander combien d'enfants ce journaliste exploite pour vendre ses journaux. Toujours est-il que ce dernier s'est peut-être senti visé par le rapport du BIT. Alors, pour conclure son article, il demande que cet organisme revoit "la formulation" qui est trop "excessive".

Bien sûr, il ne faut pas trop demander à ce journaliste

qui n'est après tout là que pour servir, ses maîtres, les bourgeois.

Or, il ne suffit pas à la bourgeoisie d'exploiter les pères. Il leur faut expoliter aussi les fils et les filles de ces derniers, jusqu'à les transformer en prostitués, du moment que ça leur rapporte de l'argent. Dans la société capitaliste, le dernier mot de la bourgeoisie c'est S'ENRICHIR, quels qu'en soient les moyens utilisés. Hier, la bourgeoisie européenne a transformé la population africaine en esclave. Aujourd'hui, les héritiers de cette société capitaliste en Côte d'Ivoire, à savoir les bourgeois ivoiriens s'enrichissent en acculant les travailleurs à donner leurs enfants comme simples marchandises exploitables à merci.

### REFUGIES LIBERIENS EN MER LA VIE DES PAUVRES NE COMPTE PAS

Ainsi, pendant plus de trois semaines, quelque 450 Libériens qui ont fui la guerre en trouvant refuge dans le bateau de fortune du nom Zolotitsa, sont allés de port en port à la recherche désespérée d'un pays d'accueil. En vain!

Ainsi, dans une indifférence générale, pendant des semaines, des centaines d'enfants, de femmes et d'hommes entassés dans ce bateau de fortune à tel point qu'il n'y avait même "pas de place pour s'asseoir", ont été abandonnés à eux-mêmes, sans eau potable ni nourriture.

Le bateau lui-même, à force de chercher en vain un pays d'accueil, n'avait plus de carburant et il était obligé de s'immobiliser quelque part, en pleine mer, le moteur coupé et tous feux éteints. Quand pendant quelques jours, le bateau n'a plus laissé des traces, les hypocrites qui nous gouvernent ont fait semblant de s'en inquiéter.

Finalement, le bateau a pu avoir du carburant et est retourné à son point de départ... à Monrovia. Les réfugiés qui ont espéré sauver leur vie en payant chacun

jusqu'à 100 dollars pour fuir la guerre par bateau, se sont ainsi retrouvés au point zéro.

Les dirigeants des différents pays, à commencer par ceux de la Côte d'Ivoire, n'ont rien fait pour venir en aide à ces réfugiés. Il y aurait même près des côtes libériennes une armada américaine et pas très

loin de là, à Dakar, le Bréguet-Atlantique français. Mais ces dispositifs militaires sont là pour réprimer les pauvres en cas de révolte. Les réfugiés libériens auraient pu sombrer en mer avec leur bateau en mauvais état. Mais qu'importe! C'étaient des pauvres. Et leur vie ne compte pas pour les riches.

## "SERVIR" OU SE SERVIR ?

"Servir", c'est le nom de l'association créée par Henriette Bédié. Une association, nous dit-on, à "vocation humanitaire". Mme Bédié et son mari se complètent merveilleusement. Le mari se charge de pondre de nouvelles lois qui s'attaquent aux intérêts des travailleurs, pour le plus bien grand bien des riches. Par exemple, le "nouveau code du travail". Et comme pour le gouvernement il n'y a jamais assez de cadeau pour les bourgeois, de nouvelles lois ont encore vu le jour. Ainsi, par exemple, tout capitaliste qui investirait en Côte d'Ivoire verrait sa note d'électricité et de téléphone divisée par deux. L'autre moitié, c'est l'Etat, c'est-à-dire les contribuables qui payeront. Mieux, ces investisseurs ne payeront pas d'impôts pendant 8 ans. Ils bénéficieront de nombreux avantages douaniers. Ils pourront payer les salaires qu'ils voudront et licencier les

travailleurs comme ils l'entendront.

En somme, le mari se chargerait donc de transformer les travailleurs en mendiants et la femme de leur donner l'aumône!

Le couple présidentiel qui doit déjà beaucoup à son prédécesseur, se rappelle que celui-ci avait la même idée apparemment "généreuse" qui était doublement utile. Cela permettait à Monsieur et Madame Houphouët Boigny de se faire de la publicité à bon compte; et puis ça permettait de se servir au passage. Car qui peut affirmer que les milliards collectés au nom de "N'daya Internationale" rentrait tous dans la caisse de celle-ci?

C'est dire que, pour son association, Mme Bédié s'est probablement trompée de nom. "Se servir" serait certainement plus approprié.

**LA MALADIE DE LA "VACHE FOLLE"  
OU COMMENT LE CAPITALISME PEUT  
EMPOISONNER LES POPULATIONS**

La maladie de la "vache folle" provoquée par les farines animales contaminées qui servent de nourritures au bétail et qui se transmettraient aux consommateurs constitue une grave menace même si les dirigeants politiques qui nous gouvernent et surtout les capitalistes de l'agro-alimentaires qui produisent cette farine affirment que la transmission de cette maladie du bétail à l'homme n'est pas "prouvée scientifiquement".

Selon certains scientifiques, il y aurait suffisamment de preuve ou tout au moins de sérieuses raisons de croire que cette maladie se transmet à l'homme et que la période de son incubation serait de six ans environ.

Cette farine produite en Angleterre avait été interdite de vente de ce pays mais les industriels qui la produisaient continuaient à la vendre dans les autres pays, notamment en France et cela des années durant. Les dirigeants français qui se sont succédé au gouvernement le savaient. C'est dire que quand ces derniers disaient qu'il

fallait boycotter la "viande anglaise" et encourager la consommation de la "viande française" qui serait plus saine, ils mentaient. La santé des consommateurs est le dernier de leurs soucis. Ils profitent tout simplement de la crainte des consommateurs pour favoriser hypocritement et cyniquement cette partie de la bourgeoisie française qui s'enrichit dans la production et la vente de la viande. Ils ont joué ainsi le rôle qui est le leur, celui de serviteurs de la bourgeoisie.

Peut importe à la bourgeoisie si ce qu'elle met dans le marché est propre ou impropre à la consommation. Peut importe si ça pollue la planète et met en danger la vie de millions de personnes. Pourvu que ça rapporte du profit.

En réalité c'est toute la société capitaliste qui est bâtie ainsi. La maladie de la "vache folle" n'est qu'une illustration de cette société malade du capitalisme. Et tant que le capitalisme durera l'humanité sera toujours en péril.

**IL Y A VINGT ANS ECLATAIT  
LA REVOLTE DE SOWETO**

En juin 1976, le gouvernement ségrégationniste d'Afrique du Sud décide d'imposer aux écoles fréquentées par des Noirs l'enseignement, dans certaines disciplines, en

Afrikaans, langue du colonisateur.

Cette mesure est ressentie par les écoliers noirs comme une insulte. D'autant plus que les

rare universités qui acceptent des Noirs pratiquent l'anglais. Du coup pour des milliers, c'est leur avenir qui est bouché. Aussi, le 16 juin, plusieurs écoles de Sowéto (ghetto, ressemblant plus à un concentration qu'à une ville, où s'entassent 700 000 habitants, vivant sans électricité ni eau courante) ferment leurs portes et se mettent en grève. Un millier d'écoliers révoltés par cette décision unilatérale, se dirigent vers le stade Orlando pour y tenir un meeting.

La police tire; un jeune écolier de 13 ans, mortellement blessé, s'écroule. La colère des jeunes est montée de plusieurs crans. Ils se précipitent sur les policiers (malgré les coups de feu) et lapident les chiens de garde du régime ségrégationniste; ils incendient les voitures, brûlent les bâtiments publics et administratifs, symbole de l'apartheid, ils dressent des barricades. Officiellement 128 personnes sont tombées sous les balles, 112 blessées recensées et 894 arrestations opérées. Malgré ce carnage, malgré les brigades anti-émeutes qui continuent à sévir dans les quartiers de Sowéto, armés jusqu'aux dents, les émeutes continuent. La révolte embrase d'autres villes de l'Afrique du Sud. A la suite de la révolte des jeunes, des grèves sont déclenchées dans les mines, les usines, les entreprises, en solidarité avec le mouvement écolier. Les syndicats appellent ouvertement à la grève pour soutenir les jeunes.

Plus tard, dans les années 80, paniqués par la recrudescence de la contestation (émeutes, grèves, révoltes), les responsables politiques de l'apartheid décident alors de composer avec les organisations

politiques noires telles que l'ANC. Ces responsables, conscients des intérêts de la bourgeoisie sud-africaine, et, au-delà la bourgeoisie internationale, ont jugé que la politique répressive de leur régime barbare mis en place en 1948 ne suffit plus à garantir la stabilité sociale.

Ils savent que l'ANC, cette organisation nationaliste noire ne s'attaque pas au système capitaliste lui-même; elle ne remet pas en cause l'exploitation, le fondement de ce système d'oppression. L'ANC revendique seulement le droit à la bourgeoisie noire de diriger le pays d'exploiter son propre peuple comme dans les autres pays africains. "Un homme, un vote", voilà sa revendication principale.

Aujourd'hui, en effet, l'apartheid est officiellement aboli. Les Noirs ont le droit d'aller dans les mêmes toilettes que les Blancs, de monter dans les mêmes bus, de fréquenter les mêmes salles de cinéma. Mais même ce simple droit-là n'a été arraché que grâce à la lutte héroïque des Noirs, et notamment du prolétariat.

La ségrégation raciale a vécu, mais la ségrégation sociale demeure. Les Noirs pauvres des ghettos continuent de vivre misérablement. Les ouvriers noirs continuent à se faire exploiter, comme auparavant.

Alors, s'il reste encore un autre combat à mener, c'est bien celui des prolétaires, toutes races confondues, noirs, blancs ou métis, contre le système capitaliste, source principale de leur misère et de l'aggravation de leurs conditions de vie.

## CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.